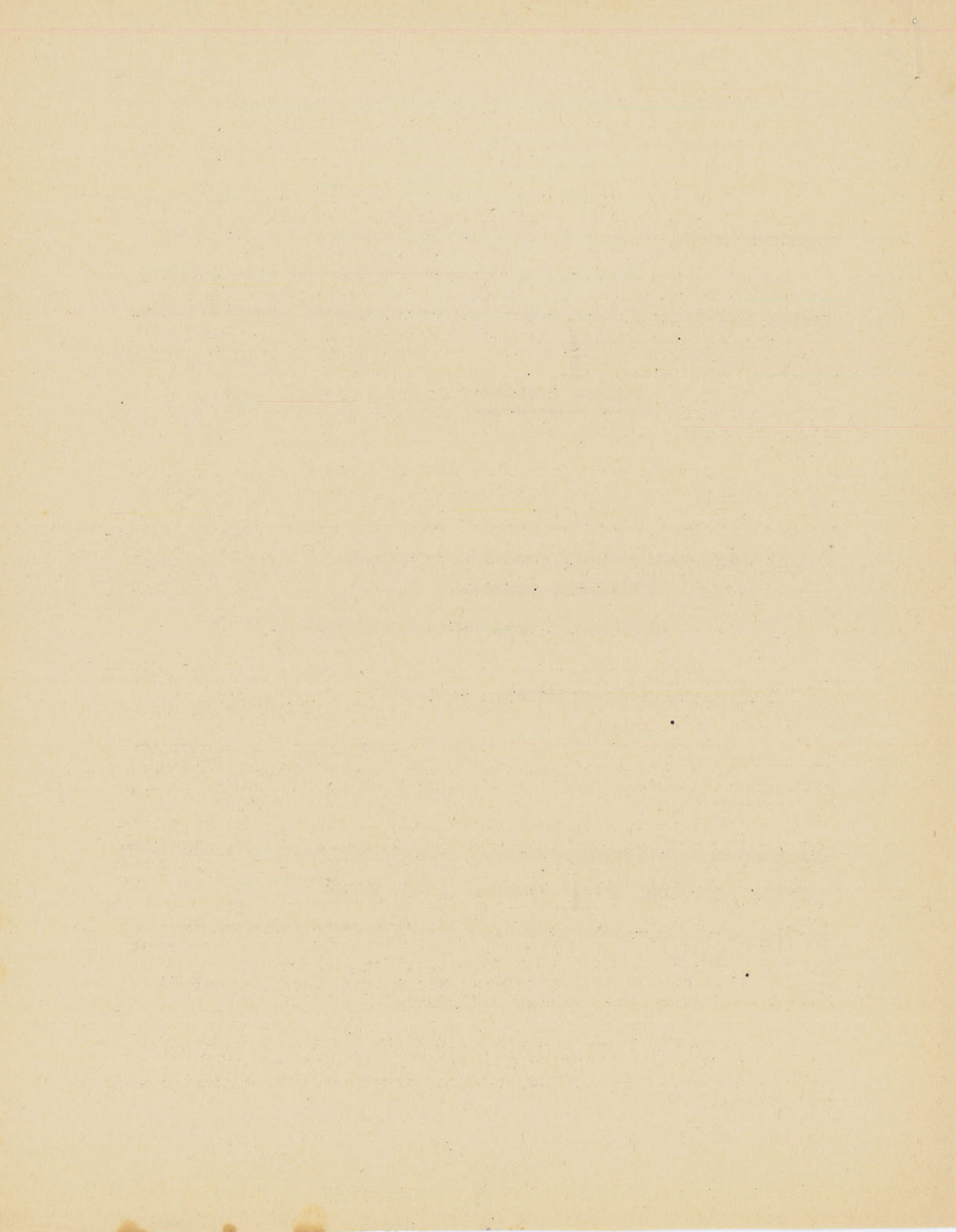


PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Bulletin intérieur

- 1) Comte rendu du Comité Central de Janvier 1962
 - a) Résolution politique
 - b) Résolution sur la crise du stalinisme et le PCF
- 2) Résolution du Bureau Politique sur le PSU

SECTION FRANCAISE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE



RESOLUTION POLITIQUE.

La guerre d'Algérie reste plus que jamais le problème N° 1 dans la vie politique en France, en dépit de l'existence de divers signes d'une paix possible bien qu'encore incertaine, à court terme.

La guerre d'Algérie a déjà duré davantage sous la V^e République que sous la IV^e République, qui trébucha en raison de son impuissance à résoudre le problème algérien.

La prolongation de la guerre a désormais empêché une stabilisation et une consolidation du régime gaulliste, ce qui ne signifie pas qu'il doive succomber bientôt, mais ce qui signifie que de Gaulle n'a pas pu et ne pourra pas instaurer " l'Etat fort " dont le capitalisme français a besoin, et que la V^e République connaîtra une vie remplie de crises qui conduiront à une crise majeure du régime capitaliste en France.

Les difficultés du pouvoir sont nombreuses en face des revendications de tous ordres soulevées par les diverses classes et couches sociales (ouvriers, paysans, fonctionnaires, commerçants, universitaires,...) Mais toutes ces difficultés acquièrent de l'importance du fait qu'elles se produisent dans une situation marquée par la guerre d'Algérie, de telle manière à présent que même la fin de cette guerre ne pourrait tout au plus provoquer qu'une euphorie passagère et nullement entraîner une consolidation du régime gaulliste.

XXXXXX

De Gaulle a incontestablement laissé échapper vers la fin 1959 début de 1960 (tout de suite après la semaine des barricades d'Alger) les possibilités de faire la paix dans des conditions qui auraient entraîné une stabilisation de son régime.

Mais, ne voulant pas attaquer de front l'armée, et poursuivant ses louvoiements incessants, il a depuis lors été obligé d'accepter de faire davantage de concessions, sans qu'il soit certain, à l'heure actuelle, d'aboutir à faire la paix.

Il est possible que les négociations qui se poursuivent actuellement en secret aboutissent. Il semble que la difficulté se trouve essentiellement dans la formule du pouvoir de transition pour l'Algérie, qui aura à faire le référendum d'autodétermination, ainsi que dans la faiblesse très grande du pouvoir gaulliste en Algérie en face de l'O.A.S. On ne peut cependant pas exclure que de Gaulle, poursuivant ses louvoiements et manoeuvres en vue de dissocier l'O.A.S. ou de la séparer d'une partie de sa base, adopte une position de "regroupement", c'est-à-dire d'une partition de l'Algérie, tout en laissant l'équivoque quant à son contenu: regroupement en vue d'un retrait complet, ou division envisagée comme définitive.

Suivant la variante suivie, il y aura des rythmes différents dans les développements politiques en France, le "regroupement" devant accélérer le durcissement du régime gaulliste contre la classe ouvrière et ses organisations.

.../...

Dès maintenant, la situation en France est caractérisée par la faillite de de Gaulle à établir "l'Etat fort", par une ranimation encore faible mais indiscutable du mouvement politique des masses, par un développement de l'activité de l'O.A.S. entraînant d'importantes conséquences politiques.

XXXXXX

Qu'est-ce que l'O.A.S. ?

Il ne s'agit pas d'une formation politique de type plus ou moins traditionnel, ni en France ni en Algérie. C'est avant tout une organisation disposant d'une partie des forces de coercition et des forces armées de l'Etat, ainsi que d'une partie de la haute administration.

En France, cette formation ne dispose d'aucune base de masse, elle s'est associée pour son action les petits groupes fascistes et fascisants qui existent de tout temps, indépendamment de la conjoncture politique.

En Algérie, il s'agit d'une partie importante de ce qui reste de la structure de l'Etat colonialiste, mais qui dispose d'un appui d'autant plus étendu parmi les Européens, que le pouvoir gaulliste, en dépit de diverses affirmations, ne mène pas une lutte réelle contre "deux fronts" mais toujours la lutte contre le F.L.N. en même temps qu'il poursuit des pourparlers avec lui.

Les objectifs réels, pas ceux affichés, de l'O.A.S. sont peu clairs. Il semble difficile de penser que les chefs de l'O.A.S., c'est-à-dire les généraux, colonels et quelques politiciens à la Soustelle, croient soit à la possibilité de maintenir "l'Algérie française" soit de réussir un coup de force fasciste en France. Il paraît beaucoup plus probable qu'ils veulent empêcher que la paix se fasse et ce aussi longtemps que possible, pour créer et accentuer un climat de plus en plus trouble qui, d'une part, favorise le développement d'un large courant politique fasciste ou fascisant, et d'autre part instaure un régime plus dur dans le pays.

L'importance de l'O.A.S. s'est accrue beaucoup moins en raison de ses forces propres que :

- a) de l'usage politique que veulent faire de cette organisation et le pouvoir gaulliste et toute une série de politiciens, de droite à gauche, d'une manière directe ou indirecte;
- b) des conséquences qu'ont eues les attentats commis par elle, dans le mouvement ouvrier.

XXXXXX

Le monde politique de la IV^e République, de Duchet et Pinay à Guy Mollet et Mendès-France, envisage la question de la succession de de Gaulle. Mais tous, tout en faisant des déclarations d'attachement à la démocratie, se placent dans le cadre du bonapartisme, soit sous une forme ouvertement bonapartiste, soit sous la formule voilée de "pouvoir présidentiel" ou "gouvernement présidentiel".

Dans ce cadre, la condamnation formelle des méthodes employées actuellement par l'O.A.S. (surtout en raison des conséquences dangereuses qu'elles peuvent provoquer dans le mouvement ouvrier) n'empêche pas tous ces courants ou personnalités d'essayer d'exploiter le courant réactionnaire comme contre-poids à la gauche, surtout à la classe ouvrière et au PCF, et de fait comme justification à l'existence d'un "arbitre" au-dessus de la nation et du Parlement.

Une bonne partie des conversations entre les anciens personnages de la IV^e République a pour but de s'entendre, pour le cas échéant, sur la manière de désigner "l'arbitre". Ce fut le principal objet des conversations Pinay-Mollet. Par contre, la campagne Mendès-France parlait de l'hypothèse que, lui Mendès-France, était l'arbitre tout trouvé, et il cherchait à montrer que lui seul était capable de tenir la place en face d'un mouvement montant des masses, et d'une faiblesse avérée de la réaction.

Toutes ces tentatives ont un point commun: elles vendent la peau de l'ours avant de l'avoir tué ! On ne peut exclure comme hypothèse la disparition de de Gaulle, de façon naturelle ou à la suite d'un attentat. Dans ce cas, le capitalisme français même s'il n'était pas divisé rencontrerait de grandes difficultés du fait que dans tout régime de type bonapartisme, le "Bonaparte" ne peut être un individu quelconque comme l'étaient certains présidents du Conseil de la IV^e République. Dans ce sens; les conversations Pinay-Mollet ont une certaine signification. Mais, comme le capitalisme français ne dispose guère d'un "autre de Gaulle", la perspective la plus probable est en premier lieu le maintien de ce régime avec de Gaulle, aussi longtemps que le mouvement ouvrier ne sera pas arrivé à un haut degré de radicalisation politique qui le fera entrer en conflit direct avec le régime.

La perspective la plus probable, déjà indiquée par nous depuis plusieurs mois, c'est un durcissement considérable du régime gaulliste. Comme nous l'avons toujours dit, durcissement ne signifie pas stabilisation et consolidation. Au contraire, c'est précisément par manque de stabilisation et de consolidation que le régime gaulliste est poussé à lâcher ses aspects paternalistes et à adopter un aspect de plus en plus répressif.

Le signe le plus net de cette tendance a été donné par la manifestation du 19 décembre. Dirigée contre l'O.A.S., le pouvoir n'a pas voulu tolérer cette manifestation et il a employé à son égard des méthodes répressives plus sévères encore que celles employées dans la période du référendum approuvant la V^e République? Le pouvoir gaulliste est contre l'O.A.S. mais à sa manière, c'est-à-dire qu'il entend résorber ce mouvement au moment choisi par lui et avec les méthodes choisies par lui, et nullement en faisant appel à l'action des masses. Le pouvoir n'entend pas revenir à l'appel lancé en pleine panique lors du putsch d'Alger en avril 1961. Il faut aussi relever l'attitude dure prise par le pouvoir envers le dirigeant du syndicat de la police, qui avait osé invoquer les troubles de conscience des policiers.

Le pouvoir gaulliste exige un appareil répressif qui lui obéisse sans réfléchir, surtout dans ses manœuvres les plus tortueuses.

Si nous avons souligné la faiblesse de l'O.A.S et insisté sur le danger d'un durcissement du gaullisme, cela ne signifie pas qu'il faille sous-estimer l'O.A.S. Mais il faut surtout savoir lier la lutte contre l'O.A.S. à la lutte contre le gaullisme. C'est là le principal problème politique auquel le mouvement ouvrier a à faire face, qu'il y ait ou non une tentative de putsch de la part de l'O.A.S.

XXXXXX

Comme nous l'avons dit depuis environ un an ; la puissance de la révolution algérienne a favorisé une certaine réanimation politique en France. Elle a d'abord atteint en premier lieu la jeunesse et surtout la jeunesse universitaire. Le premier témoignage en avait été la manifestation d'octobre 1960 à la Mutualité.

La prolongation de la guerre d'Algérie et l'activité de l'O.A.S. ont eu depuis lors les effets suivants :

- une réanimation politique plus étendue et plus profonde, atteignant déjà une partie de la classe ouvrière,
- le développement de courants pour l'unité d'action de la classe ouvrière,
- la mise à l'ordre du jour de questions comme l'auto-défense et l'armement,
- une meilleure compréhension du gaullisme.

Il serait erroné d'exagérer l'étendue de ces phénomènes. La manifestation du 19 décembre a permis de mesurer à la fois les côtés positifs de la situation et ses nombreux côtés négatifs.

L'idée de cette manifestation fut lancée au lendemain de la manifestation des Algériens, lors de la grève de la faim dans les prisons. Les obstacles au front unique - que nous verrons en examinant la politique des différentes organisations - a fait que le lien avec la lutte des Algériens fut omis, pour le moins, que la préparation en fut également bureaucratique et de ce fait la manifestation ne mobilisa que la partie déjà militante, opposée à l'O.A.S. et à la guerre d'Algérie, et qu'elle fut engagée avec de grandes illusions démocratiques et envers le pouvoir. Le gouvernement et la police allaient fermer les yeux et permettre la manifestation.

Par comparaison avec la manifestation d'octobre 1960 de l'U.N.E.F. la manifestation du 19 décembre indique les progrès accomplis, mais témoigne en même temps de toutes les insuffisances et carences par rapport aux exigences de la situation.

Un aspect cependant positif de la manifestation, c'est qu'elle a contribué à faire réfléchir nombre de ses participants sur les lacunes politiques.

Le courant pour le front unique a été incontestablement renforcé, comme ce fut jamais le cas depuis longtemps, en raison des activités de l'O.A.S. et il suffit de lire à ce sujet les craintes de la droite classique (voir "Le Fifaro").

Mais les obstacles sont encore nombreux pour une réalisation du front unique, et même d'accords un peu plus larges en dehors d'un déclenchement d'une action fasciste.

... / ...

Tout d'abord, à la différence de l'avant-guerre, il n'y a pas de combinaison de politique internationale qui puisse amener une aile tant soit peu consistante du capitaliste français à une alliance avec la bureaucratie soviétique. Le conflit est-ouest est un obstacle au front unique, à moins d'une formidable poussée des masses qui déborde les directions et qui les amène à s'entendre pour en reprendre le contrôle. Nous sommes encore très loin de cela.

Il y a même dans le PS et dans F.O. des ailes hyperréactionnaires pour lesquelles l'O.A.S. est ou serait un "moindre mal" par rapport aux communistes.

Mais, en ce qui concerne la majorité des dirigeants S.F.I.O., ils ne sont prêts à envisager des accords avec le PCF que lors d'un déclenchement d'un putsch de l'O.A.S. Sinon ils ne veulent d'aucun accord avec le PCF, considérant que celui-ci sera, par la force des choses, obligé de se mettre à la remorque des organisations dites libres, de crainte de pousser la droite et la majorité des cadres de l'armée aux côtés de l'O.A.S.

La direction de F.O. est même plus réticente que celle du PS elle est même plus franchement pro-gaulliste que l'est la direction Mollet, et résiste très violemment aux courants d'unité d'action qui se manifestent dans le sein de F.O.

La direction de la CFTC est plus disposée à pratiquer l'unité d'action avec la C.G.T., mais la venue à la direction d'éléments considérés comme plus à gauche s'est accompagnée d'une réticence plus grande que par le passé à aller seule avec la C.G.T.

Le P.S.U., ainsi que les organisations influencées par des membres du P.S.U. (U.N.E.F., Ligue des Droits de l'Homme) s'efforcent de jouer les marieurs et de tirer un certain profit de cette situation. Mais le fond de la politique P.S.U. est celle d'une conciliation impossible entre la politique de la gauche bourgeoise de Mendès alliée à la bureaucratie réformiste, et les aspirations de l'avant-garde ouvrière. (voir à ce sujet la résolution particulière au P.S.U.)

Toutes les contradictions de ces diverses formations, plus celles provenant de la politique du PCF, trouvent leur expression dans la F.E.N. où, dans ses éléments dirigeants, s'affiche tout l'éventail des positions de la "gauche".

Un effort pour surmonter dans l'action tous ces obstacles, ainsi que la politique du PCF (voir plus loin) a été constitué par la Ligue d'Action Antifasciste.

Dans les conditions qui sévissent actuellement dans le mouvement ouvrier, et étant donné en outre l'hostilité que lui a manifestée d'entrée la direction du PCF, les résultats que pourra donner cette Ligue ne seront nullement ceux que recherchent ses fondateurs. Mais elle peut, dans certaines conditions, cristalliser une force qui, par son action, perturbera en partie les calculs des différentes directions, et contribuer à radicaliser le mouvement ouvrier, notamment une partie de la base du PCF. C'est pourquoi il faut, dans cette perspective, que nous appuyons les efforts de cette Ligue.

Comme c'est constamment le cas depuis la Libération, c'est la politique de la direction du PCF qui joue un rôle prépondérant dans la situation et, par suite, dans les carences du mouvement ouvrier français.

En premier lieu, bien que la direction du PCF ait abandonné ses vieilles positions sur la question algérienne, son soutien au peuple algérien n'a absolument rien d'une alliance entre le prolétariat français et les masses algériennes. A aucun moment la direction du PCF n'a présenté le mouvement algérien comme une révolution, à plus forte raison ne parle-t-elle pas de ses tendances socialistes. Et, pas plus que par le passé, il n'est question d'une véritable aide à la révolution algérienne.

La direction du PCF a comme programme fondamental la "démocratie renouvelée", c'est-à-dire une politique dans laquelle le prolétariat sert d'appoint à une aile (laquelle en l'occurrence) de la bourgeoisie. Mais cela ne veut pas dire qu'elle, direction du PCF, serve d'appoint aux partis de la démocratie bourgeoise et de la social-démocratie ; elle veut mener sa politique de "démocratie renouvelée" à égalité avec ces partis. D'où des manoeuvres plus ou moins subtiles, la participation ou la non participation à certaines manifestations, l'organisation dans certains cas de manifestations propres, limitées, en vue de pouvoir dire que c'est grâce aux communistes que, par la suite, ...

La direction du PCF ne poursuit pas une campagne systématique pour le front unique, elle n'avance aucun programme pour celui-ci, elle se borne actuellement à exploiter le courant pro-unité d'action qui s'accroît pour essayer de forcer la main à des partenaires éventuels. D'une façon générale elle ne stimule pas la lutte à l'heure actuelle ; elle se borne à suivre le courant, en veillant à ne pas se laisser dépasser, ce qui est d'ailleurs très peu probable pour le moment.

La direction du PCF exploite à juste titre les crimes de l'OAS mais tout en dénonçant la politique gaulliste, elle se garde bien de proposer une politique dirigée dans le sens d'une lutte dans la perspective du renversement du régime.

Une telle politique, dans les conditions présentes, ne peut être comprise quant à ses dangers que par peu de militants, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas un trouble résultant de l'absence de directives claires. Mais en même temps on assiste aussi à un recrutement de couches jeunes, correspondant à une volonté de combat. C'est donc seulement à une étape plus élevée de la maturation politique que l'on pourra se trouver en face de la carence de la politique du PCF dans la situation présente.

VII

Un des aspects de l'évolution de la situation consiste dans le fait que l'organisation de l'autodéfense et l'armement sont des questions qui se sont trouvées soulevées largement, au point que même les partis de la démocratie bourgeoise et petits bourgeois ont dû les mettre à l'ordre du jour. Quel contraste avec le fait que la direction du PCF inscrit toujours dans ses thèses la "théorie" des voies pacifiques et parlementaires vers le socialisme.

.../...

La question avait surgi inopinément le 22 AVRIL 1961 à la suite de l'appel de Debré contre un débarquement de parachutistes. Mais ce sont les violences de l'O.A.S. et aussi l'attitude de la police le 19 décembre, qui ont donné du relief à ces questions.

Les partis de la démocratie bourgeoise et petite bourgeoise n'ont pu s'entendre pour deux raisons:

a) attitude envers le PCF. Il est assez cocasse de vouloir envisager en France une lutte contre le fascisme, en préconisant une politique qui ferait des communistes et de ceux qui les suivent (la majorité de la classe ouvrière) ses spectateurs.

b) formation d'une organisation de combat dépendante des formations politiques et syndicales, ou indépendante de celles-ci. En outre, ces questions ont été évoquées dans certains milieux avec le souvenir de la Résistance, etc.....

Sur ces questions, la politique du PCF est conforme à sa politique générale. La direction du PCF ne pousse à rien, elle dit à la fois qu'il ne faut pas compter sur le gouvernement et qu'il faut lui demander des armes. Elle reste dans le vague, et certainement sur ce point elle n'est pas prête à encourager les tendances à former des groupes d'auto-défense sans parler de l'armement. Là comme pour le reste, la direction suit et attend.

Notre politique en ces matières a été définie dans notre brochure "Après de Gaulle"? il faut en premier lieu une politique qui prépare les ouvriers à la lutte physique, à la lutte armée. Il faut armer les ouvriers du désir de s'armer, pour reprendre la phrase de Lénine.

Ceci dit, aucune politique ne peut rester dans des termes généraux. Nous ne pouvons soutenir certaines tendances qui échafaudent des plans romantiques, qui sont les secrets de Polichinelle. Mais nous devons soutenir les tendances qui existent à la base de groupes de militants qui se connaissent, qui se préparent, qui se rassemblent; le tout en vue d'aboutir à des organisations soutenues par des formations (partis, syndicats....), mais qui soient dirigées et contrôlées par ceux qui en sont membres.

A un rythme encore mal défini et des étapes qui dépendront de multiples facteurs, nous connaissons une crise du régime gaulliste, une polarisation dans le pays, des tensions sociales et politiques croissantes.

Mais la crise du gaullisme implique également des crises dans les organisations ouvrières, qui ont essayé de poursuivre sous le régime gaulliste un mode de vie, un fonctionnement inadéquat, et qui n'ont aucune perspective sérieuse de renversement de ce régime.

Si au lendemain de l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, c'est la SFIO qui a connu la crise la plus sérieuse, avec la formation du PSU, à présent Guy Mollet par son "opposition" (est-ce au gouvernement Debré ou au régime de Gaulle? la direction Mollet reste dans l'équivoque) a temporairement endigué la crise. D'autre part, la SFIO est formé d'adhérents qui ressentent moins pour le moment la nécessité de l'unité d'action que la centrale FO. Ce n'est qu'à une étape ultérieure, quand l'affrontement avec le gaullisme sera plus pressant que se posera la liquidation de la direction Mollet.

...../.....

Quant au PCF , nous renvoyons à la résolution spéciale sur ce point .La direction Thorez a cette fois-ci, sur le 22ème Congrès, pris le virage beaucoup plus librement que lors du 20 ème Congrès. Mais cela n'a aucunement renforcé le prestige de cette direction. Au contraire, le parti paraît politiquement plus désorienté que jamais, une série de vieux membres sont atteints avec les "révélations" sur Staline, et un choc politique peut subitement mettre à jour une crise sérieuse malgré l'utilisation par la direction de la menace de l'OAS pour rétablir toute son autorité sur les militants.

Comme en toute circonstance , nous devons parmi nos tâches accorder une place importante à une explication minutieuse de la situation. Nous devons d'autant plus le faire que cette situation est pleine d'équivoques et qu'elle n'est pas aisée à comprendre.

Nous devons soutenir les tendances au front unique, y compris sous la forme d'un soutien et d'une participation à la Ligue d'action antifasciste. Nous devons mettre en avant dans l'action des masses la question de la défense de la Révolution algérienne, et aussi concrètement la lutte pour la libération des Algériens emprisonnés, l'abolition de toutes les mesures d'exception à leur égard, la lutte contre le rascisme,....

Nous devons soutenir les initiatives d'auto-défense dans un sens offensif en portant les coups contre les milieux ou personnalités activistes au lieu de se contenter d'une défense statique.

Nous devons développer systématiquement les perspectives de la lutte contre le régime gaulliste, pour un gouvernement des travailleurs. La conjoncture de la crise du Stalinisme avec la recherche par l'avant-garde d'un programme de lutte contre l'OAS et le régime de gaulle nous offre des possibilités de développement qu'il nous faut saisir notamment en accentuant la diffusion de notre journal.

I - Le parti communiste français est, dans le monde capitaliste, apparemment le moins ébranlé par la "déstalinisation". Sans doute après le XXII^e congrès un alignement verbal a été accompli par la direction thorézienne sur les positions de Kroutchev.

a) avec discrétion et réticences la direction du P.C.F. a admis que Staline avait commis depuis 1934, un certain nombre de crimes. Mais bien loin de vouloir donner une explication un tant soit peu correcte du "culte de la personnalité" comme les Italiens, les Polonais, les Thoréziens ont fait, le plus possible, le silence sur les positions soviétiques, chinoises, italiennes ou autres. Aucune discussion dépassant le niveau de la cellule et ayant des conclusions pratiques n'est tolérée, le libéralisme paternaliste des Kroutchev ou Toghatti qui est finalement le caractère original de cette évolution de la bureaucratie, n'a pas encore pu s'imposer dans les rangs du P.C.F. La direction de celui-ci acceptant toujours la priorité des intérêts de la bureaucratie soviétique a infléchi son stalinisme mais reste persuadé que les méthodes du monolithisme restent possibles dans les rangs de son parti.

b) L'activité du parti, sa politique restent inspirées du monolithisme, néanmoins un dégel de la pensée s'opère. L'apparition désormais classique de textes anonymes, circulant dans les rangs du parti est un système manifeste de la dégradation des relations internes dans le P.C.F.

La confusion, le trouble grandissent parmi la base militante et pour la première fois depuis 1947 au moins des éléments critiques apparaissent ici et là au niveau des bureaux de section, voir des comités fédéraux. Nous nous trouvons en présence d'une modification importante de la situation dans le P.C.F. L'évolution de cette couche des cadres moyens est freinée par leur mode antérieur de sélection, qui fait que l'on trouve de nombreux nostalgiques du stalinisme, du monolithisme. Parmi ces militants, les plus anciens, dans une proportion non négligeable, n'accepteront les modifications en cours qu'avec retard et parfois même les contesteront.

Ceci constitue un facteur de stabilité pour la clique thorézienne. Mais l'autorité des cadres de ce type est battue en brèche par les jeunes militants venus au parti après 1948, n'ayant pas connu l'époque de la lutte contre les bolchevicks en U.R.S.S., ni même celle de la lutte sur la gauche à l'époque du tripartisme; leur sélection, leur formation s'en trouve malgré tout, fort différente.

Outre le "stalinisme" de nombreux cadres du P.C.F., d'autres facteurs de stabilité jouent en faveur de la direction thorézienne.

1) La défaite enregistrée par le prolétariat français en 1958 qui rend difficile le développement du mouvement de masse et partant des courants critiques dans le P.C.F.

2) Le quasi monopole du P.C.F. sur l'avant-garde ouvrière, situation sans autre exemple dans les pays capitalistes.

3) L'éviction systématique des directions de recharge dont après Marty-Tillon, celle de Servin-Casanova est le dernier exemple.

4) Enfin la persistance d'une situation économique favorable notamment pour les ouvriers qualifiés en expliquant notamment l'absence de crise grave dans le P.C.F. rend facile le maintien de la clique thorézienne. Il est clair cependant que cet état de choses anachronique ne pourra longtemps se prolonger, les causes de crise, ou plus exactement de transformation de la crise latente existant depuis des années, se renforcent et s'additionnent.

1) Le processus en cours en U.R.S.S. est loin d'être terminé et il ne semble pas que le répit obtenu par Kroutchev avec le XXII^e congrès puisse se prolonger aussi longtemps qu'après le XX^e congrès.

2) Les débats de plus en plus vigoureux dont le P.C. italien est le siège, portant non seulement sur le culte de la personnalité mais sur les "voies italiennes du socialisme" ne peuvent manquer d'avoir un écho dans le P.C.F.

3) Le différend sino-soviétique, même si l'on tient compte des aspects bureaucratiques des positions chinoises tend également à dissoudre le monolithisme et à rétablir la priorité de la pensée.

4) Les questions propres à la situation française, luttes contre la guerre d'Algérie, contre le fascisme, pour le remplacement du régime bonapartiste, dès à présent sont génératrices de conflits dans le P.C.F., ceux-ci croîtront en importance avec la réanimation des masses. De même les nuages ^{qui} s'amoncellent sur le miracle économique européen seront une cause d'impatience et de friction.

Cependant il ne faut pas négliger que la direction thorézienne semble décidée à "gaucher" son attitude pour dévier le mouvement et empêcher que ne se résolve concrètement la question du pouvoir bourgeois ou prolétarien. Si ceci est encore dans ses possibilités il ne semble pas qu'elle puisse empêcher la crise d'éclater.

II - D'ores et déjà apparaissent des lignes de clivage dans le mouvement communiste français. Elles ne passent même pas entre "staliniens" et "kroutcheviens", mais plutôt entre jeunes et vieux. Dans les entreprises ce sont les jeunes militants, non pas encore contre mais à côté des nostalgiques du stalinisme. Chez les intellectuels cette coupure est déjà ^{plus} profonde. Mais dès à présent la crise pour discrète qu'elle soit atteint dans l'U.E.C. une profondeur jamais atteinte depuis 1948.

C'est maintenant les J.C. pourtant organisation où fleurissent les petits bureaucrates qui semblent atteints.

a) L'U.E.C. est dirigée par une fraction kroutcheviste et plus encore, sensible aux idées exprimées par Toghatti et Amendola, de toute façon fortement anti-thorézienne, décidée à se maintenir par tous les moyens en sa possession pour battre en brèche le thorezisme.

Les positions des membres de l'U.E.C. sont en vérité fort diverses selon les disciplines et les villes. Dans les secteurs les plus avancés, s'il existe encore des "lignards" ils ne sont pas sans exprimer des positions peu orthodoxes, la mise à l'écart des éléments thoréziens est là presque achevée. Ailleurs la discussion la plus libre s'instaure et l'apparition de quelques éléments critiques isole assez rapidement les thoréziens.

Des éléments pouvant nettement être caractérisés comme gauche apparaissent appréciant assez correctement la coexistence pacifique, la révolution coloniale, les voies parlementaires, parlant de la bureaucratie sans avoir conscience la plupart du temps de la profondeur du phénomène et encore plein d'illusion sur la possibilité d'un redressement révolutionnaire du mouvement communiste mondial.

De ce point de vue les positions exprimées dans "Nueva generazione" ont permis des progrès notables et limité quelque peu la confusion.

b) Dans les Jeunesses communistes, les lycéens étaient déjà sensibles à l'esprit frondeur des U.E.C. dont des cercles existent dans les classes de préparation aux Grandes Ecoles. Depuis peu de temps des différends auraient surgit à propos de la lutte contre le fascisme, des voix se seraient exprimées dans la direction parisienne pour exiger des armes.

III - Les oppositions nées dans les périodes antérieures semblent généralement peu aptes à jouer un grand rôle dans la suite des événements.

Ceci tient à un double caractère,

- la différence d'optique et d'attitude qui se fait jour entre les jeunes et les vieux,

- leur rôle purement verbal, extérieur à la vie au parti.

Il ne faut sans doute nullement sous-estimer le rôle de propagateur des idées qu'elles peuvent jouer mais ne pas surestimer leur rôle de cristallisateur. Celui-ci dépendra de leur capacité à s'intégrer dans les rangs des organisations du mouvement communiste français qui seront amenés à animer des actions oppositionnelles, à publier des thèses divergentes de celle de la clique thorézienne. Par rôle d'importance croissante on peut voir que :

a) "le Communiste" qui s'est appuyé sur les nostalgiques du stalinisme qui tente de défendre une politique plus sectaire que bolchevick voit sans doute s'achever la période où il pu remporter quelques petits succès.

b) le courant des "voies nouvelles" s'est dissocié, dans sa majorité il s'est écarté du P. C. F., adhérant au P. S. U. ou plus généralement se retirant de la politique active. Parmi ceux qui restent au P. C. F. s'expriment des positions ultrakroutcheviennes mais d'autres aussi plus sensibles à la révolution coloniale. Son absence de cohésion politique, son appui sur des milliers d'intellectuels vieillissant, donnent peu d'avenir à ce courant dès lors que sera atteinte la phase du libéralisme interne.

c) la "Voie Communiste" échappe au kroutchevisme s'appuie surtout sur des éléments jeunes, tente de mener ses lecteurs dans des actions, mais l'absence de ligne cohérente reflétant son hétérogénéité mais aussi une volonté délibérée, son peu d'insertion dans les rangs du P. C. F., à bien des chances de limiter son rôle de cristallisateur de la crise.

Cependant ce journal peut jouer un rôle extérieur assez important en véhiculant des idées de gauche, sa confusion, son activisme correspondant bien aux attitudes des jeunes placés dans l'orbite du P. C. F. et surtout du P. S. U.

d) "Unir" a contre lui essentiellement le fait qu'il s'appuie surtout sur les vieux militants critiques mais ayant perdu la "foi" qui les animait.

Sa compréhension limitée, ses appréciations changeantes rendront difficile une intervention majeure dans la crise. Mais à plusieurs reprises ce bulletin a montré une perméabilité certaine, son audience dans le P. C. F. ne peut être négligée.

De ce panorama succinct il ne faut pas oublier dans notre appréciation comme dans notre tactique, que la décomposition du stalinisme libérera des courants centristes plus classiques dont certains sans doute seront fort proche du réformisme classique et d'autres évoluant vers les positions du bolchevisme.

Un recul temporaire du P. C. F. est possible, notamment si le rythme de la révolution politique en U. R. S. S. s'allonge et si la proportion des staliniens "cassés" se révèle assez forte, mais on ne peut éviter que soit payé le prix du stalinisme dans le mouvement ouvrier français.

La première étape que nous rencontrerons vraisemblablement est celle d'un parti centriste plus classique semblable à ce qu'est le P. C. italien aujourd'hui.

Dans cette perspective, l'alliance temporaire avec les éléments communistes de droite "non staliniens" est nécessaire.

Par ailleurs, il faut insister sur le fait que notamment parmi les jeunes il n'existe pas decourant droitier cristallisé, osséifié, que leur évolution future dépend, dans une large mesure, de l'intervention des éléments de gauche et notamment des marxistes révolutionnaires.

IV - Les taches

Elles sont encore caractérisées par une extrême diversité qui ne peut que répondre à la prédominance des situations spécifiques, en l'absence d'un courant massif anti-thorézien dans le parti communiste français.

Cependant d'ores et déjà il existe depuis le XXII^e congrès du P.C.U.S. une perméabilité aux idées soit à l'intérieur ou de l'extérieur, notamment lorsque les critiques et remarques sont le fait de sympathisants aux idées communistes. Ceci permettant à des éléments extérieurs de jouer un certain rôle dans la crise du P.C.F. et notre activité doit tendre notamment à organiser cette intervention.

a) Il est possible et nécessaire presque partout de réclamer la publication des débats du C.C. du P.C.F., des positions des P.C. soviétiques, chinois, italiens, albanais, voir de la Ligue des communistes yougoslaves.

b) Dans certains secteurs il sera même possible et nécessaire de commencer la diffusion de ces textes et leur discussion.

c) Dans les milieux jeunes étudiants, intellectuels, peut-être même des J.C. la constitution de groupes oppositionnels pour l'étude et l'action est parfois possible, mais il faut expliquer qu'il est indispensable de ne pas commencer de réelle bataille tant que les militants ouvriers restent au stade de l'inquiétude, notamment il faut repousser l'idée de bulletins oppositionnels, mais tendre à gagner la direction des organismes réguliers, à évincer peu à peu les thoréziens et surtout à créer un climat de discussion théorique, d'élaboration autonome, à engager des actions de débordements encore prudentes.

La fédération de groupes d'opposition ne pourra être envisagée qu'avec la plus grande précaution, la situation dans l'U.E.C. par exemple apparaît suffisamment explosive pour qu'une crise de grande ampleur y prenne naissance sans grande utilité immédiate pour le P.C.F. proprement dit.

d) Il reste bien entendu qu'au travers de l'actuelle crise de la société française des prises de position plus fermes pour la lutte contre le fascisme et le bonapartisme étayées sur des analyses correctes même partielles peuvent être un facteur de progression de la crise interne du P.C.F.

e) Une des tâches urgentes est sans doute notre propre recrutement parmi les adhérents du P.C.F. et notamment de militants ouvriers. C'est souvent le seul moyen de freiner des camarades désireux de s'engager dans des conflits ouverts parmi les jeunes. Notre développement actuel suit d'ailleurs l'extension de la crise. Dans les entreprises, la cristallisation des courants oppositionnels sera grandement facilitée par la présence de nos camarades. Notre faiblesse dans ce domaine peut être dans l'avenir source d'errements et de fausse manoeuvre. Aussi dans la phase actuelle de la crise caractérisée plus par des évolutions individuelles que par l'apparition de courants massifs, de grands efforts doivent être fait dans ce sens.

f) Le travail déjà prévu en direction de "Unir" doit être effectivement réalisé.

g) Une collaboration aussi étroite que possible doit s'instaurer entre notre section et la V.C. sans aucun sectarisme de notre part, l'objectif étant un regroupement des communistes hors-PCF et non pas la conquête de ce journal.

h) Il est indispensable enfin de démontrer la nécessité de la IV^e Internationale à l'intention des courants espérant la réforme interne des P.C., cette démonstration doit être faite sur le triple plan de :

- l'aboutissement positif des phénomènes en cours dans les Etats ouvriers et les partis communistes.

- la transcroissance socialiste de la révolution coloniale.

- la préparation et la prise de pouvoir dans les états capitalistes avancés et simultanément.

- la construction ou la reconstruction de partis bolchevicks, de l'Internationale.

Avec la crise du P.C. italien il apparaît clairement qu'arrivée à un certain niveau la crise du stalinisme montrera toute l'actualité des positions de l'Opposition de Gauche et de celles de la IV^e Internationale. Dans les conditions difficiles et complexes où nous agissons notre intervention cohérente et disciplinée est plus que jamais indispensable.

le 15.1.62

RESOLUTION SUR LE P.S.U.

=====

- 1°) Le P.S.U. est le produit original d'un pays où le mouvement ouvrier reste dominé par le puissant parti communiste français, qui a étouffé jusqu'à présent les possibilités de construction d'un parti révolutionnaire indépendant, et permis la survie d'une social-démocratie aux derniers degrés de la dégénérescence. A la faveur de la crise politique précipitée par les guerres coloniales et par la révolution algérienne, de faibles oppositions qui se sont détachées des partis ouvriers traditionnels et divers groupes marginaux ou intellectuels se sont peu à peu regroupés pour former ce parti, dont les constituants, comme la politique, sont sans homogénéité ni cohésion.
- 2°) La première originalité du P.S.U., c'est cette hétérogénéité de composition qui tient à ses origines : fusion de la Nouvelle Gauche (Libérale, intellectuelle, neutraliste) du Mouvement de Libération du Peuple (ouvrier, catholique, et fortement pénétré de l'influence politique du P.C.F. et d'un petit groupe de la Jeune République (catholiques libéraux) pour former l'Union de la Gauche Socialiste, qui fusionna à son tour avec le Parti Socialiste Autonome (gauche social-démocrate), lui-même préalablement augmenté du C.A.D. mendessiste, et avec le Groupe Tribune du Communisme.

On trouve essentiellement dans le P.S.U., de la droite à la gauche :

- 1° - des libéraux néo-capitalistes, planificateurs, francs-maçons (C.A.D.)
- 2° - des réformistes sociaux démocrates refusant le gaullisme (P.S.A.)
- 3° - des centristes de droite, idéologiquement formés dans le P.C.F., et ses organisations satellites (essentiel de la Nouvelle Gauche).
- 4° - des chrétiens "progressistes", militants syndicalistes pour nombre d'entre eux (M.L.P.)
- 5° - des centristes de gauche, venus essentiellement du P.C.F. (Tribune du Communisme) et aussi des syndicats et des petits groupes éphémères d'extrême-gauche.
- 6° - des militants révolutionnaires isolés qui ont choisi le P.S.U. comme milieu de travail avec des perspectives souvent proches des nôtres.

Un brassage constant des courants fait que des éléments jeunes évoluent de droite à gauche, que quelques éléments dégèrent et passent de gauche à droite, pendant que le centre, dont le noyau groupe les sociaux-démocrates et les centristes de droite, retient l'essentiel des forces par sa politique oscillante et démagogique.

- 3) En conséquence de cet état de fait, l'élaboration politique du P.S.U. dont les groupes constituants gardent plus ou moins une structure propre et une solidarité d'affinité, sinon une discipline, est soumise à un constant compromis, où le centre majoritaire se lie conjoncturellement, selon l'évolution des rapports de forces, tantôt avec sa frange gauche, tantôt avec sa droite libérale bourgeoise, ne marquant d'opposition radicale qu'à sa gauche révolutionnaire.
- 4) Socialement, le P.S.U. n'a pas son assise sur l'ensemble de la classe ouvrière. Il repose essentiellement sur la couche prolétarisée de la classe moyenne (enseignants, petits techniciens et cadres, employés bien payés, etc ..) sur les intellectuels et sur une partie de l'aristocratie ouvrière. La droite mendessiste introduit dans ses rangs, avec des éléments de la petite et de la moyenne bourgeoisie, des cadres et des techniciens de grade élevé (sans compter les politiciens de métier) l'idéologie de ces milieux. Comme les couches sociales qu'il reflète, le P.S.U. est très sensible aux variations de la conjoncture politique et de l'opinion. L'impressionnisme est son mode de réaction essentiel. Ceci est comme symbolisé par le fait que son véritable organe est FRANCE-OBSERVATEUR dont TRIBUNE SOCIALISTE, son organe central officiel, n'est qu'une pâle copie et un pâle écho. Toutefois, en tant que formation politique, le P.S.U. représente aussi une certaine synthèse de l'expérience militante des petites formations de la gauche, répudiant la social-démocratie et le stalinisme, qui, depuis trente ans, reflètent les mêmes couches sociales et se sont efforcées de trouver un chemin qui leur épargne tout de même les frais de la révolution. Et c'est en tant qu'organisation opposée au réformiste molletiste et au stalinisme, que le P.S.U. trouve une certaine audience dans la nouvelle génération.
- 5) La nature petite-bourgeoise de l'idéologie de ce parti détermine son attitude à l'égard de la révolution. Le P.S.U. ne soutient la révolution que dans la mesure où celle-ci marque des succès, et montre sa force, n'exigeant qu'une approbation après coup. L'incapacité de ce parti à influencer les couches décisives de la classe ouvrière nourrit sa recherche de solutions techniques aux problèmes du pouvoir, et en fait le lieu privilégié des spéculations sur les voies nouvelles, intermédiaires entre les réformes néo-capitalistes et la révolution.
- 6) Les contradictions internes du P.S.U. sont si importantes qu'elles auraient déjà provoqué son éclatement - sinon empêché sa formation - si deux causes ne les contenaient :
- 1° - La crainte commune des groupes constituants de n'être rien, et privés de force comme de moyens d'action s'ils se retrouvaient divisés en petits groupes d'affinité, dont tous ont déjà fait l'amère expérience à un moment quelconque.

2° - et comme corollaire : le manque de perspective d'une autre forme de regroupement, ou de centre d'adhésion dans le mouvement ouvrier actuel.

Ces causes tiennent aux conditions d'organisation du mouvement ouvrier français à l'heure actuelle. Elles ne pourront disparaître qu'avec une remontée importante du mouvement des masses, et peut-être avec la différenciation préalable d'un courant révolutionnaire dans le P.C.F. (qui entraînerait vers lui les tendances gauches du P.S.U.), voire même un gauchissement nouveau de la social-démocratie (qui attirerait la droite du P.S.U.). La probabilité d'une certaine durée du P.S.U., qui découle de tout cet ensemble de faits, implique pour les marxistes révolutionnaires la nécessité de travailler dans cette organisation et d'y concevoir le travail comme un entrisme visant au rassemblement d'un large courant.

Pour la droite mendessiste, à l'opposé de ce qui vaut pour les autres courants, le P.S.U. n'est qu'un instrument provisoire, courroie de transmission entre politiciens libéraux et organisations de masses, et aussi comme outil électoral. De ce fait, leur attachement au P.S.U. est beaucoup plus fragile, beaucoup plus dépendant de faibles évolutions de la conjoncture politique. Il en résulte que la rupture de ce courant avec le gros du P.S.U. ne signifierait pas nécessairement l'éclatement de ce parti.

7) La dégénérescence des partis ouvriers traditionnels a amené au P.S.U. une proportion notable de jeunes, ce qui a une double conséquence :

1° - La base et le sommet de ce parti ne se reflètent pas, ou plus exactement, se reflètent à faux : la confusion idéologique commune où base et direction croient se reconnaître, est un malentendu, n'a ni la même origine, ni le même contenu potentiel. En particulier, la base jeune du P.S.U. n'a pas d'hostilité de principe à la révolution.

2° - En conséquence, la capacité d'évolution à gauche de cette base jeune ne peut être considérée a priori comme limitée, et dépend dans une large mesure de l'évolution de la situation générale du mouvement ouvrier et de l'action à l'intérieur du P.S.U. des marxistes révolutionnaires.

8) La recherche d'une voie moyenne a conduit la direction du P.S.U. à une politique de pacifisme et de neutralité de fait à l'égard de la révolution algérienne. C'est poussé par sa base jeune et aiguillonné par sa gauche que le P.S.U. s'est mis tardivement en tête de la lutte légale pour le soutien des revendications de la révolution algérienne.

- 9) De même, la tendance au compromis social, le manque de confiance en la capacité d'action de la classe ouvrière a amené la direction du P.S.U. à composer avec Mondès-France. Mais un tel geste ne peut être considéré comme irréversible. La pression de la base tendant à la réalisation du front unique entre partis et syndicats ouvriers peut amener à la dénonciation ou à la rupture de fait d'un tel accord.
- 10) Par sa nature sociale, par ses origines politiques, par la jeunesse de ses effectifs, par son vide théorique (le P.S.U. n'a pas été construit à partir d'un programme mais de quelques thèmes d'action, et d'abord : la lutte contre la guerre d'Algérie) le P.S.U. est un milieu particulièrement favorable à la lutte idéologique, particulièrement susceptible de voir des évolutions rapides. C'est dire l'importance du rôle que peut y jouer un groupe de marxistes révolutionnaires agissant avec cohésion, patience et hardiesse dans l'utilisation des mots d'ordre de transition.

Notre objectif ne peut, bien entendu, pas être celui de la transformation de cette organisation en parti révolutionnaire, ni même en centre privilégié du regroupement pour un parti révolutionnaire, ce que rendent impossible et sa composition sociale actuelle, et sa probable évolution dans le cadre de l'évolution globale du mouvement ouvrier français. Il est évidemment très possible de faire adopter des textes très avancés, voire même l'essentiel de notre programme par des organismes quelconques de ce parti. Toutefois, aucune illusion ne doit se baser sur une telle possibilité. Ce seraient là de fausses victoires, et l'assimilation d'un mot d'ordre, la lutte pour un objectif limité, sont plus importants pour nous que l'adhésion formelle et abstraite à ce qui ne serait que des formules. De tels "succès" ne pourraient d'ailleurs qu'être éphémères, et nous ne devons pas oublier que notre premier devoir dans ce travail de type entriste est de ne pas nous laisser isoler en cristallisant artificiellement un courant trop restreint et trop en avance sur le milieu global.

*forces Ce à quoi nous devons tendre, c'est au rassemblement d'une puissante tendance de gauche, prenant pour point d'appui les centristes de gauche, et tendant à gagner le maximum de jeunes, tant par le développement d'une ligne ferme et cohérente, s'opposant à la ligne fluide et fluctuante de la direction, que par des actions dont nous serons les instigateurs et les dirigeants.

- 11) Pour rassembler cette tendance, nous devons en particulier promouvoir et animer les actions de soutien à la révolution algérienne, et le travail antimilitariste placé au premier plan de l'activité des jeunes vers lesquels nous devons nous orienter en priorité.

Dans la lutte pour le "Front Socialiste", nous devons être les tenants d'une conception de classe d'un front unique tourné essentiellement vers les masses contrôlées par le P.C.F. et la C.G.T. Utilisant délibérément les possibilités ouvertes par le caractère "fédéraliste" du P.S.U., nous nous efforcerons de réaliser localement et régionalement des actions exemplaires de front unique "socialiste".

Nous devons nous efforcer également de prendre le contrôle du travail d'entreprise afin d'asseoir notre base en milieu ouvrier, et nous devons agir vigoureusement pour que l'action syndicale, menée sous le signe de la réunification (sans exclusive) soit appuyée sur un programme de revendications ouvrières unitaires, qu'il nous incombe de proposer et dont nous exigerons qu'il soit défendu par tous les syndicalistes du P.S.U., à quelque Centrale qu'ils appartiennent.

Contre le fascisme montant, la tendance de gauche devra jouer un rôle actif dans l'organisation de groupes d'auto-défense, éventuellement formés en front unique, où notre propagande montrera les embryons des milices ouvrières.

Enfin, sur toute question posée par l'actualité politique, nous nous efforcerons, en partant du niveau réel du P.S.U., d'élever la conscience des militants vers les réponses du marxisme révolutionnaire. En particulier, nos efforts porteront sur la dénonciation du militarisme français, de l'armement nucléaire français et occidental, du pacte Atlantique en tant que pacte belliciste impérialiste.

Pour faire pénétrer nos idées, nous utiliserons tous les moyens d'expression à notre disposition : bulletins de tendance, organes officiels du P.S.U., organes extérieurs qui peuvent nous être ouverts.

- 12) En même temps que notre travail de construction de la tendance de gauche, nous nous efforcerons de nous enraciner dans des bastions locaux et régionaux, dont l'assise nous est indispensable pour faire face aux manœuvres bureaucratiques que la direction ne manquera pas d'entreprendre contre une tendance de gauche en développement. Dans le même esprit, là où les sections du P.S.U. prennent le caractère de "clubs du faubourg" sociaux-démocrates, nous nous orienterons vers la constitution de groupes de travail de quartier ou d'usine, plus favorables à l'action et à l'enracinement dans un milieu vivant.

- 13) Quoique notre travail au sein du P.S.U. soit essentiellement entristé, le régime intérieur actuel de ce parti peut permettre à certains camarades d'apparaître ouvertement comme des partisans de la IV Internationale, ce qui aidera, par la diffusion de notre matériel en particulier, la pénétration de nos idées, de notre programme, et le recrutement de militants pour notre Parti.
- 14) Le travail mené dans cette voie ne peut et ne doit pas être conçu isolément des efforts du parti dans les autres secteurs du mouvement ouvrier, mais au contraire, en étroite liaison avec eux, et en particulier, comme soutien au travail dans le P.C.F. En effet, le point optimum de succès que nous pouvons atteindre au sein du P.S.U. ne peut finalement déboucher que sur la rupture avec les centristes de droite, et nous agirions de façon irresponsable si nous ne nous efforcions pas de choisir les conditions et le moment de cette rupture, de façon à pouvoir conduire la tendance gauche ayant fait le plein de ses forces potentielles, vers une étape supérieure de la construction du parti révolutionnaire.
- 15) Pour aboutir à ce résultat, nous devons, dans la mesure où cela dépend de nous, échelonner nos objectifs organisationnels. Ainsi, étant donné la lourde hypothèque que fait peser sur le P.S.U. le courant mendessiste, son expulsion doit être pour nous sur ce plan un objectif intermédiaire. Un tel but, loin de nous éloigner des tâches dénombrées plus haut, devra au contraire être atteint à travers elles, les actions hardies entreprises par exemple pour le soutien de la révolution algérienne étant inacceptables pour les mendessistes qu'elles compromettent devant les couches sociales dont ils recherchent l'aide.
- 16) Il est évident que nous ne sommes pas maîtres des conditions dans lesquelles nous luttons au sein du P.S.U. Surtout, il nous est impossible d'apprécier jusqu'à quel stade la direction acceptera nos progrès contre elle. L'activité dans un parti de ce type est susceptible de devoir être réajustée. Pour l'heure, nos possibilités d'intervention sont considérables. Il s'agit de les utiliser à plein.